

Communiqué du jeudi 28 décembre 2017

Ce jeudi 28 décembre un rendez-vous avait été acté avec le député Sempastous à sa permanence de Bagnères de Bigorre. Cette rencontre faisait suite à celles déjà engagée par les élus du personnel avec MP. VIEU députée Européenne, M. PELLIEU (Président du Conseil Départemental) et G. TREMEGES (maire et président de l'Agglo Tarbes-Lourdes).

En amont de la rencontre, UD CGT et représentants des salariés avaient demandé au député de profiter de la présence du Président Macron pour organiser une rencontre directement avec l'intéressé pour aborder l'avenir de Vallourec. Un dossier bien connu qu'il avait eu l'occasion de traiter alors qu'il était ministre de l'économie et qui avait donné lieu à une intervention de l'état à hauteur de 500 millions d'euros et avec une montée au capital à hauteur de 17% notamment.

Sans doute informé des intentions des salariés de rencontrer le Président, la rencontre avec le député Sempastous s'est conclu avec la confirmation déjà annoncée durant le fin d'après-midi d'un rdv en Préfecture demain à 16h avec l'ensemble des parlementaires du département en vue d'engager un processus de suivi du dossier en lien avec le cabinet de la Présidence.

Nous nous y rendrons avec les salariés en portant les exigences de s'assurer de toutes les garanties pour le maintien du site et de tous les emplois actuels (57 à ce jour). Pour cela, nous porterons l'exigence d'un pilotage avec la présence :

- d'élus et parlementaires locaux,
- du Comité Interministériel de Restructuration Industrielle,
- du ministère de la défense (donneur d'ordre),
- des représentants des salariés et leurs conseils (UD CGT et cabinet Secafi).

Pour assurer cet avenir nous exigerons aussi un calendrier permettant une reprise de l'activité et notamment une montée en charge de commandes de munitions donnant le temps nécessaire à de nouveaux débouchés industriels.